

Jean-Marc GOVERNATORI :

“ Qui peut nier la nécessité d’une nouvelle offre politique en France et en Europe ? ”

Jean-Marc Governatori est président national de la France d’en Bas, un parti apparu à l’occasion des élections européennes en juin 2004. Il est président-fondateur de la fédération Agissons, élu meilleur gestionnaire de France en recevant le Trophée de l’Emploi, administrateur de Région Verte, co-fondateur de la Ligue Nationale Contre la Drogue... Très présent sur le terrain associatif, il souhaite dorénavant exprimer ses convictions sur le terrain politique. Rencontre, dans nos locaux, avec cet “electron libre” qui “refuse le libéralisme déresponsabilisant de Jospin et le libéralisme dogmatique de Raffarin”.

Médi@venir: Vous avez créé un nouveau mouvement baptisé “La France d’en bas” à l’occasion des élections européennes. Quel était le message essentiel que vous souhaitiez diffuser et êtes-vous satisfait des résultats obtenus ?

J-M. G. : Nous avons créé La France d’en Bas pour répondre à un grand vide, entretenu par les vieux partis de notre pays : pas de projet de société, pas de discours audible, pas d’actions concrètes et utiles dans les domaines essentiels de la vie, pas d’ouverture d’esprit et de conscience. On peut être excellent “politique” sans être énarque et en se positionnant résolument au-delà des clivages droite/gauche. Les résultats sont inespérés : après 3 mois d’existence, nous sommes devenus le 10^{ème} parti politique français. Mais près de 2%, c’est loin des vieux partis. Pourtant, compte tenu du sondage assassin du 11 juin publié dans la presse nous créditant de 0,5% (surtout par rapport à un parti neuf qui manque forcément de notoriété), il est sûr que notre potentiel est immense. Surtout lorsque l’on pense à ceci : le dimanche 13 juin 2004, 100% des électeurs connaissaient la signification de FN, PS ou UMP... Mais combien (10%, 20%) connaissaient les 4 idéaux de la France d’en Bas ? Donc notre score n’est pas de 1,5 pour cent, mais 1,5 pour 20 ou mieux 1,5 pour 10. Dans les trois années à venir, nous devons donc faire savoir que la France d’en Bas, c’est la défense des personnes handicapées, le soutien des petits patrons, la sauvegarde des écosystèmes et la protection animale. Pourquoi cette union ? Car ces groupes ne sont pas sectaires et nécessitent l’efficacité. Ils veulent tous des pouvoirs publics actifs. De droite ou de gauche. Si ces mots ont encore un sens. Nous préparons donc désormais les élections 2007, où nous serons présents dans les 577 circonscriptions françaises.

Médi@venir: Pourquoi pensez-vous qu’il faille créer un nouveau parti politique pour défendre les handicapés, les petits entrepreneurs, l’environnement... qui sont des thèmes transversaux que l’on retrouve dans les programmes des partis politiques traditionnels existants ?

J-M. G. : Ce qui est important pour les gens, pour la collectivité, pour vos enfants, ce sont les actes, pas les discours ou les phrases dans un programme.



Médi@venir: Votre démarche risque d’être considérée comme purement électoraliste, voire populiste ou carrément poujadiste, si l’on en croit certains articles publiés durant la campagne des élections européennes. Que répondez-vous à ce type de critiques ?

J-M. G. : Les faits, rien que les faits. Populiste, ça veut dire “qui n’œuvre que pour le court terme”, poujadiste “qui s’occupe exclusivement de l’entreprise”. Votre question précédente mentionnait 3 de nos 4 priorités. La France d’en Bas est composée d’associatifs, d’entrepreneurs, de gens de terrain qui, par définition et faits à l’appui, ont une démarche sur la durée, concrète et efficace. Qui peut nier la nécessité d’une nouvelle offre politique en France, en Europe ? Finissons-en avec les schémas partisans et les jugements sans fondement.

Médi@venir: Avez-vous des projets pour votre mouvement et notamment en perspective des rendez-vous électoraux de 2007 ?

J-M. G. : En 2007, nous serons présents dans les 577 circonscriptions françaises pour devenir,

cette année-là, une force politique décisive. Le 13 juin était la première étape, la seconde c’est le 17 octobre, à la Salle de la Mutualité à Paris : 2000 personnes y étaient rassemblées pour notre premier congrès national.

Médi@venir: Comment définiriez-vous la classe politique nationale et européenne actuelle ?

J-M. G. : Dépassée, partisane, peu efficace, peu consciente des réalités quotidiennes et des nécessités du futur.

Médi@venir: Pensez-vous que l’abstentionnisme est l’illustration du désaveu des citoyens pour la chose publique ?

J-M. G. : C’est évident ; la France d’en Bas est le seul parti qui peut transformer l’abstentionniste en votant. Cela montre aussi des mentalités dégradées.

Médi@venir: À quoi devrait, selon vous, ressembler la politique du XXI^{ème} siècle ?

J-M. G. : En finir avec les affirmations des classes politiques, selon lesquelles toute proposition d’un autre parti est forcément mauvaise. Il y a de l’intelligence au Parti Socialiste, à l’UMP... Le jour où des députés du parti X pourront soutenir franchement des propositions de loi émises par le parti Y, le jour où le gouvernement rassemblera les meilleurs de chaque parti, on aura changé de cap.

Médi@venir: Éthique et politique : un couple à reformer ? La citoyenneté active passe peut-être par une redéfinition de la politique “projet”. Qu’en pensez-vous ?

J-M. G. : C’est plutôt un couple à créer. Ils devraient être indissociables. La politique est le plus beau métier du monde, puisqu’on est payé pour contribuer au bien-être de tous. L’élu doit être un individu exceptionnel par ses qualités de cœur, son courage, son intelligence. On rencontrera la citoyenneté active avec une autre éducation. Le politique ne peut décréter sur l’éducation parentale mais il peut influencer l’enseignement scolaire : nos programmes sont trop intellectuels et pas assez axés sur le savoir être, sur les relations humaines, sur les nécessités écologiques, sur la façon de bien s’alimenter...